

Florence Guernalec
Panorama de la pensée unique

Préface de Jacques de Guenin

Ce n'est pas dans la nature de l'homme - ni dans celle de n'importe quel être vivant - de commencer par renoncer, de cracher sur son propre visage en damnant l'existence ; cela exige un processus de corruption dont la vitesse varie d'une personne à l'autre. Certains abandonnent à la moindre pression ; d'autres tournent le page ; d'autres s'enfoncent par degrés imperceptibles et perdent leur feu sacré, sans jamais savoir quand ni comment.

Ayn Rand

Nous avons tous vécu l'expérience suivante : le public applaudit longuement la fin d'un spectacle. Au début, chacun applaudit à son rythme, dans un certain brouhaha. Au bout d'un moment, le rythme s'uniformise, et tous applaudissent à l'unisson. Il en résulte un bruit cadencé, comme la marche au pas des militaires, mais à la différence des soldats, personne dans le public n'a conscience d'avoir été contraint.

Avec une échelle de temps très différente, notre société, prétendument si individualiste, s'est peu à peu uniformisée dans sa façon de penser et de se comporter, sans qu'aucune autorité ne l'y ait forcé, contrairement à ce qui s'est passé dans les régimes totalitaires. On appelle souvent « pensée unique », ou « politiquement correct », le résultat de cette évolution. Florence Guernalec l'appelle « la Norme », vocable plus précis et plus adapté au travail d'entomologiste auquel elle s'est livré.

La diversité était-elle plus grande autrefois, c'est à dire avant la guerre ? Sans aucun doute, puisque la famille cultivait alors l'effort, et l'école la compétition, que nous n'approuvons plus aujourd'hui que dans le sport. L'enseignement secondaire cultivait aussi l'esprit critique, et donnait pour modèle des héros positifs, sources de différenciations.

L'évolution s'est faite insensiblement, sous l'effet progressif de réformes que nous avons tous perçu sans être vraiment capables de les dater : pas de grandes révolutions; de simples points d'inflexion dont la cohérence et l'enchaînement ont fini par former une société complètement différente. Il y eut d'abord la suppression des compositions, des classements, des examens de passage, l'abandon de l'orthographe - en dehors des dictées de Pivot, assimilables au sport -, celui de l'arithmétique appliquée, des repères en Histoire et Géographie. Il y eut ensuite, l'invention du « collège unique », effort louable pour uniformiser l'enseignement par le haut, mais qui a rapidement abouti à l'uniformiser par le bas, sans qu'aucun gouvernement n'ait eu le courage d'inverser la tendance, ayant depuis longtemps abandonné le pouvoir aux idéologues et à la syndicatie.

On a assisté à une dérive lente vers le harcèlement des gens qui entreprennent, accompagnée d'une grande sollicitude pour les gens peu enclins à travailler. Cette dérive a été couronnée par un passage brutal aux 35 heures, mesure de pure démagogie qu'aucune analyse économique ne justifiait. La philosophie politique dominante est devenue une philosophie d'égalité forcée des niveaux de vie, opérée par la redistribution, bien loin de l'égalité devant la loi et de la récompense de l'effort et de la raison qui firent longtemps la gloire de notre République. Les écoles normales d'instituteurs, qui avaient tant contribué à faire jaillir les élites des classes populaires, ont dû céder la place aux médiocres Instituts universitaires de formation des maîtres, aggravant ainsi le clivage entre ceux qui sont nés dans les familles instruites et les autres.

Toutes les têtes qui dépassent doivent désormais être coupées - sauf celles des hommes de

pouvoir - et il faut constamment se battre pour conserver les rares choses qui marchent encore dans notre pays : les grandes écoles, les concours anonymes, les entreprises multinationales, les scientifiques de talent.

Florence Guernalec nous a décrit avec lucidité le résultat de cette convergence vers la pensée unique : l'homme de la Norme. Elle nous livre chapitre après chapitre ce qu'il pense sur le libéralisme, le pouvoir, la société de consommation, le sexe, la morale, les inégalités, les injustices sociales, la pauvreté. L'échec patent de ses années de pouvoir aurait dû discréditer la Norme. En trois chapitres, le livre explique comment elle a réussi à survivre : par le mensonge organisé, la promotion des acquis, et l'Europe.

Florence Guernalec a fait un travail méticuleux et complet, écrit dans un style alerte avec un humour grinçant. On le lit en souriant, mais avec une légère inquiétude lorsqu'on se demande si cette description est applicable à soi-même.

D'aucuns trouveront cette description pessimiste. Ce n'est pas mon avis. C'est seulement grâce à la prise de conscience que permet ce livre qu'un sursaut pourra naître. Le dernier chapitre tente d'ailleurs de répondre à l'interrogation « Comment sortir de la Norme ? » Il rejoint ainsi le message qu'Ayn Rand, la grande philosophe et romancière américaine, délivre à la fin du paragraphe dont nous avons donné le début plus haut : *Cependant quelques uns tiennent bon et vont de l'avant, sachant qu'ils ne doivent pas trahir leur feu sacré, apprenant à lui donner une forme, un but et une réalité.*

C'est pour encourager ceux-là que Florence Guernalec a écrit son livre.

Jacques de Guenin

Portrait de « l'Homme de la Norme »

Il est contre la peine de mort et pour l'avortement.

Il soutient les sans-papiers et les mal-logés.

Il milite pour la protection de l'environnement.

Il défend les droits des femmes et des minorités.

Il s'oppose à la répression policière et encourage la prévention de la délinquance.

Il se bat pour la retraite à 60 ans et rejette les fonds de pension.

Il est très attaché à l'État providence, aux services publics et à l'école laïque.

Il réclame l'annulation de la dette des pays les plus pauvres.

Il s'élève contre les licenciements et les délocalisations. Il approuve toutes les grèves par principe.

Il refuse la mondialisation néolibérale, craint le pouvoir des multinationales et des « gros actionnaires ».

Il déteste l'argent et la spéculation financière.

Il est très critique à l'égard de l'Amérique. Il rejette sa puissance économique et militaire, et son industrie du divertissement.

L'« Homme de la Norme » a des valeurs et aime le faire savoir : il répète partout qu'il défend l'égalité des chances et les libertés individuelles ; il prône la solidarité entre les citoyens et combat les « injustices sociales ». Normal, il est dans la Norme et vote pour la Norme, le parti des progressistes.

Dans la vie courante,

Tous ses vêtements et tout son électroménager ont été fabriqués dans le Tiers-monde par des ouvriers payés une poignée de dollars et non syndiqués.

Il manifeste contre les démocraties à chaque sommet du G8 et de l'OMC, il ne s'oppose jamais aux violations des droits de l'Homme dans les dictatures.

Il ne fréquente que les cliniques et hôpitaux privés, ses enfants ont une nounou à demeure, sont inscrits dans une école privée et feront leurs humanités dans une université américaine.

En ville, il ne se déplace qu'en voiture. Il déteste le vélo et encore plus les transports en commun à cause de la foule et des odeurs.

Ses revenus mensuels lui assurent le strict minimum : un bel appartement dans un immeuble bourgeois sans immigrés et situé dans un quartier tranquille, une femme de ménage non déclarée, des vacances hors de prix dans un pays pauvre...

Il a de l'argent en bourse, très peu en réalité : son entreprise l'a obligé à investir.

A son travail, le tutoiement est de rigueur. Il fait en sorte d'être copains-copains avec ceux qui sont moins bien payés que lui mais ne déjeune jamais avec eux.

Ces petites contradictions n'ébranlent pas sa bonne conscience, l'« Homme de la Norme » est une heureuse nature : il est sincèrement persuadé d'être un « mec bien ». Et à vrai dire, **rien, ni personne ne peuvent entamer l'odeur de sainteté qui plane sur l'« Homme de la Norme ».** Ses idées généreuses et altruistes le préservent de toute critique. Il fait partie de la caste des intouchables. D'ailleurs, l'« Homme de la Norme » jouit d'une bonne image dans les médias : ce qu'il fait bénéficie toujours d'un a priori positif. Et il passe même pour une autorité intellectuelle : ses propos sont parole d'évangile.

Le soir, l'« Homme de la Norme » s'endort sans états d'âme... Et il se lève le matin, le cœur léger car il appartient à la Norme et pour lui, c'est l'essentiel.

CE QUE PENSE LA NORME

Première partie

Chapitre I Sur le Libéralisme

Il aime tout et tout le monde sans nuance - excepté la guerre, l'argent, le pape, le Sida, Hitler, l'Amérique, les licenciements et le verglas sur les routes. Il se donne des airs « cool », ne dit jamais « je » mais « nous » : il croit sincèrement parler au nom de tous et a l'assurance de ceux qui s'imaginent avoir forcément raison. Touchez à un de ses cheveux et vous en ferez un martyr... Le militant altermondialiste est une espèce protégée. Tout le monde l'aime, personne n'ose le critiquer. C'est un saint ! Restait à lui trouver un ennemi crédible : le rôle du méchant a été attribué à l'unanimité au Libéralisme. Il lui aura suffi d'un slogan publicitaire - « Le monde n'est pas une marchandise » - pour rendre son cri audible. Aujourd'hui, nul besoin d'échafauder de grandes idées pour être pris au sérieux et faire l'ouverture du journal de 20 heures... Le Libéralisme sera donc « sauvage » ou ne sera pas. Et la société capitaliste sera soumise à la « Loi de la jungle » et à la « Loi du plus fort ». Dans Le « petit Libéralisme illustré » de la Norme, **l'image du « renard libre dans le poulailler libre » charrie tous les fantasmes et les peurs des contes pour enfants** : les proies faciles symbolisent ici les « honnêtes travailleurs » ; et les prédateurs, les capitalistes. Le prêt-à-penser de la Norme compile un ensemble de formules chocs, faciles à retenir et à emporter partout. A répéter sans réfléchir... Dans cette parodie de procès, ne manquent que les preuves et les éléments à charge. Mais pour l'« Homme de la Norme », l'affaire est entendue, inutile de se justifier : le Libéralisme traîne avec lui une odeur de soufre qui a pour noms, « plans sociaux », « chômage », « précarité », « sans-abri », « injustices sociales »... Conspué et décrié de toute part, le Libéralisme est donc condamné à la peine capitale : dans les réquisitoires, les mots « nazisme » et « fascisme » sont employés comme des injures pour qualifier l'« horreur » attribuée au Libéralisme et à ses complices. Idéologie et démagogie sont les deux mamelles qui nourrissent les pages Débats des quotidiens et toute une littérature de gare toujours prompte à dénoncer les méfaits de la « bête immonde ».

Que savent ces maîtres à penser sur le Libéralisme ? Strictement rien. Ceux qui croient appartenir à l'élite de la France et qui se pressent sur tous les plateaux de télévision pour participer au lynchage, jouent aux économistes comme les enfants jouent au docteur... Parmi ceux qui font le plus de tapage médiatique et vendent le plus de livres, aucun n'a étudié les Sciences Economiques, ni même l'Histoire économique car au fond, aucun ne s'y intéresse vraiment, même entre la poire et le fromage. Aucune de ces « consciences » n'est capable de définir le mot « Libéralisme » encore moins d'en dessiner les contours. Au pays de l'ignorance, ils sont les rois. Et en tant que tel, ils règnent sans partage sur leurs sujets, l'Homme de la rue : ces personnalités médiatiques entretiennent le fantasme que ceux qui dirigent le monde, « veulent la peau » du peuple. Il aura donc suffi que ces maîtres à penser se présentent comme des esprits cultivés, dotés d'une grande intelligence, pour que personne n'ose émettre de doutes sur la probité et la pertinence de leur discours.

Si la Norme s'intéressait réellement à l'Histoire, elle saurait que le Libéralisme n'est pas une idéologie : personne n'a inventé le « laisser-faire » - ni la Bourgeoisie, ni des pseudo-économistes à la solde des capitalistes. Lorsqu'il y a 3000 ans avant J-C, les Phéniciens quittaient les rives de Byblos pour vendre leurs marchandises en Méditerranée - déjà les prémices de la mondialisation - ils étaient sans le savoir des libéraux comme Monsieur Jourdain déclamaient de la prose. Le Libéralisme s'est naturellement imposé comme LE mode de développement du commerce et des échanges. Autrement dit, **le Libéralisme est aussi vieux que l'Economie car le Libéralisme, c'est l'Economie - et inversement**. Au début de l'industrialisation au XVIIIe siècle, les penseurs commencent à s'intéresser aux pratiques et

usages en cours dans le commerce : ils découvrent alors les « lois naturelles » de l'économie à savoir la libre circulation des Hommes et des biens, le libre-échange des marchandises et la liberté des prix. Pour qu'il y ait transaction sur un marché, vendeurs et acheteurs doivent s'entendre sur le prix. Les premiers économistes mettent ainsi en évidence que le prix de vente d'une marchandise est déterminé par sa valeur d'échange (et non par sa valeur d'usage). Et ce prix évolue en fonction de la loi de l'offre et de la demande. Le revenu d'un individu et par extension la richesse des nations, proviennent donc de la vente de biens et de services. Par leur commerce, les entrepreneurs contribuent au développement économique de la société et au progrès car non seulement, ceux-ci retirent un salaire de leur activité mais ils enrichissent indirectement les différents agents économiques - ménages, entreprises, Etat - par leur consommation et les impôts prélevés sur leurs revenus.

La Norme se moque pas mal des « lois naturelles » de l'économie. Elle préfère s'enflammer pour des idéologies échafaudées par des esprits révoltés et utopiques. Les différents courants antilibéraux qui fleurissent en France à partir de la fin du XVIIIe, remettent en cause la Révolution industrielle comme source de progrès. Les premiers Socialistes proposent de remplacer la société capitaliste par une « société harmonieuse » au service de tous qui supprimera la concurrence entre les producteurs et les rapports de force entre les classes sociales. Ainsi naît l'idée d'une économie planifiée, débarrassée de la propriété privée et de capitalistes accusés d'être à l'origine des inégalités sociales. Pour la Norme, l'économie doit être contrôlée et orientée par l'idéologie, et les libertés du commerce, restreintes.

En Russie, les Communistes mettent en œuvre ce programme révolutionnaire en collectivisant les moyens de production. Le patronat est remplacé par une superstructure politique qui fixe les orientations et objectifs des entreprises sans consulter le peuple. Dans cette société planifiée, l'offre est donc totalement déconnectée de la demande : en clair, les producteurs ne tiennent pas compte des désirs des consommateurs et les prix ne sont pas fixés par le marché. Résultat la majeure partie des marchandises produites ne trouve pas acheteur. Sans ventes, l'argent nécessaire pour faire fonctionner les chaînes de production et payer les travailleurs, fait défaut. Et comme les entreprises sont en situation de monopole, elles ne sont pas incitées à fabriquer de nouveaux produits susceptibles d'intéresser les consommateurs, ni même à améliorer la qualité des biens qu'elles produisent. Enfin, les individus ne retirent aucun bénéfice personnel de leurs efforts : dans ce système, les ouvriers ne peuvent, en effet, espérer de meilleurs salaires et une amélioration de leur niveau de vie puisque les résultats financiers de leur usine comme ceux de l'ensemble de l'économie nationale, sont médiocres.

Bref, l'idéologie socialiste « marche sur la tête » car elle défie toutes les « lois naturelles » de l'économie.

La Norme française ne retient pas les leçons de l'Histoire. Elle s'obstine à faire une lecture idéologique des événements au lieu d'examiner les faits : ainsi, les hommes politiques attribuent la crise économique des années 70 au Libéralisme qui fait une fois encore figure de coupable idéal. Or le ralentissement de la croissance ne provient pas de la dérégulation des marchés et de la mondialisation comme elle l'affirme mais du déclin du secteur industriel qui détruit désormais plus d'emplois qu'il n'en crée. **La Norme oublie que pendant les trente glorieuses (1945-1975), le Libéralisme est synonyme de plein-emploi, de progrès social et d'augmentation constante et significative du niveau de vie des ménages.** Et pourtant, tous les hommes politiques français militent pour moins de Libéralisme et plus de sociale-démocratie. La version imaginée par Valéry Giscard d'Estaing s'apparente à un cocktail exotique composé d'un tiers de Libéralisme, un tiers de Communisme et un tiers d'improvisation : en clair, le secteur privé est étroitement encadré par un Etat omnipotent qui pèse sur tous les rouages de la vie économique et sociale, et le barman Giscard jongle maladroitement avec les deux liqueurs. Cette politique marque l'apogée de l'Etat providence cher aux partis de la Norme qui vont se succéder aux affaires. Au final, le cocktail magique concocté par la Droite a un goût amère puisque la pression fiscale augmente lourdement, le chômage aussi. Et rien n'est fait pour favoriser l'émergence de nouveaux secteurs économiques créateurs d'emplois.

Mai 81 sonne l'heure de la « rupture avec le Capitalisme ». Après 23 ans d'opposition, la Gauche a les mains libres pour mettre en œuvre la « troisième voie » (ni Libéralisme, ni Communisme) - il ne s'agit en réalité que d'une radicalisation de la politique social-démocrate de Giscard d'Estaing. Le nouveau pouvoir politique rejette l'économie de marché au profit d'un

Etat entrepreneur : avec les nationalisations des banques et des principaux groupes industriels du pays, François Mitterrand entend ainsi contrôler l'économie libérale. Le gouvernement espère relancer la consommation et faire baisser le chômage en augmentant les dépenses publiques. La France allait ainsi passer des « ténèbres à la lumière » dicit Jack Lang. L'aventure tourne vite court car le bilan économique et social de cette politique socialo-communiste est désastreux : avec une inflation à deux chiffres, plusieurs dévaluations du Franc, un déficit public et commercial creusés, le pouvoir d'achat des français régresse, le chômage continue de grimper et la France voit apparaître les premiers SDF. Un an après son arrivée triomphale au pouvoir, François Mitterrand est contraint de stopper net l'expérience de la « troisième voie » et de mettre en place une politique de rigueur pour combler les déficits. Les alternatives au Libéralisme meurent jeune...

En désaccord avec les nouvelles orientations de la Gauche, le Parti Communiste (PC) claque la porte du gouvernement au début des années 80. Le PC met ainsi fin à la collaboration entamée avec les Socialistes en 1972, avec la signature du « Programme commun ». Au sein de la Norme française, le Communisme jouit toujours du bénéfice du doute, en particulier chez les « mal comprenant ». Malgré la multiplication des témoignages sur la réalité du système, ses plus fervents supporters affirment même que l'URSS est un modèle de société. Officiellement, la vie des soviétiques est un long fleuve tranquille : le pays ne connaît pas le chômage, ni la pauvreté. Les conflits sociaux n'existent pas... Et pourtant, la Norme va se prendre une bonne claque dans la figure : l'histoire commence comme un mauvais jeu de rôles - un pays est partagé en deux, la partie située à l'Ouest est libérale ; celle située à l'Est, communiste. Après quarante ans de ce jeu de massacre, les « joueurs » constatent que l'économie de l'Ouest s'est développée tandis que celle de l'Est restait bloquée au moment où le « jeu » a débuté : le tissu industriel de l'Ouest s'est modernisé et le pouvoir d'achat de ses habitants a augmenté tandis que les conditions de vie de la population de l'Est ont stagné voire régressé au fil des ans... S'agit-il d'une mauvaise science-fiction ou d'un délire imaginé par les libéraux ? Ni l'un, ni l'autre. C'est en fait l'expérience qu'a vécue l'Allemagne de 1949 à 1989. Le mur de Berlin ne permet plus de cacher ce que les esprits libres et clairvoyants savaient déjà depuis longtemps : **le Libéralisme, c'est la gestion de l'abondance ; le Communisme, la gestion de la pénurie.** Mais pour la Norme française, l'expérience allemande comme toutes les autres vécues dans les pays de l'Est et le tiers-monde, ne prouve rien : selon elle, l'idéal socialiste a partout été dévoyé par une poignée de réactionnaires, rien ne permet de remettre en cause cette idéologie. En France, le Communisme demeure étrangement inattaquable...

Les années 80 auront provisoirement mis fin aux illusions des nouilles qui croyaient encore aux « lendemains qui chantent ». Partout où le Communisme a régné, il a échoué lamentablement. Partout où un gouvernement a mis en place une « troisième voie », il s'est pris les pieds dans le tapis : le PIB par habitant des pays libéraux comme les Etats-Unis est plus élevé et augmente plus vite que celui des pays sociaux-démocrates comme la France. Ce résultat n'est pas surprenant puisque les économies libérales enregistrent de meilleurs taux de croissance que les économies administrées, et un taux de chômage inférieur. Rattrapée de plein fouet par la réalité, la Norme française est contrainte d'adapter son discours à défaut de changer radicalement de politique, elle se livre alors à quelques contorsions intellectuelles censées lui éviter de « perdre la face » et de faire son mea culpa : la Norme persiste à condamner fermement le « Libéralisme sauvage » (ou ultra-libéralisme), et invente l'expression de « Libéralisme tempéré » (ou régulé) qui a ses faveurs mais qui ne s'affirme que du bout des lèvres et sur la pointe des pieds pour ne pas effrayer une partie de son électorat. Ainsi, après avoir dénoncé les terribles ravages causés par le Capitalisme, la Norme nous apprend sans crainte du ridicule, qu'il y a désormais un « bon » et un « mauvais » Libéralisme. La bonne blague peut se résumer par la formule du social-libéral Lionel Jospin : « oui à l'économie de marché, non à la société de marché ». Ces acrobaties de langage ne parviennent pas à cacher l'essentiel : par ce demi-aveu, la Norme donne entièrement raison aux adeptes du Libéralisme, même un idiot l'aurait compris. Et les travailleurs réalisent un peu tard qu'on les a trompés, que les manifestations et grèves qu'ils ont organisées contre le système capitaliste, n'ont servi à rien ! Le Libéralisme a gagné la partie sans même avoir eu besoin de se défendre : ses adversaires se sont disqualifiés tout seul.

Table des matières

<i>Préface de Jacques de Guenin</i>	p2
<i>Portrait de l' « Homme de la Norme »</i>	p5
<u>Première partie</u>	
<i>Ce que pense la Norme</i>	
Chap. I : Sur le Libéralisme	p8
Chap. II : Sur le pouvoir	p14
Chap. III : Sur la société de consommation	p20
Chap. IV : Sur le sexe	p26
Chap. V : Sur la morale	p30
Chap. VI : Sur les inégalités et les injustices sociales	p36
Chap. VII : Sur la pauvreté	p41
<u>Seconde partie</u>	
<i>Comment survit la Norme</i>	
Chap. VIII : Le mensonge organisé	p47
Chap. IX : La promotion des acquis	p52
Chap. X : L'utopie européenne	p70
<i>Sortir de la Norme</i>	p76